

*L'environnement*

**M. Caccia:** Vous parlez vraiment sérieusement?

**M. Gurbin:** ... qui faisait terriblement défaut aux anciens gouvernements dont le député a fait partie.

Pour conclure, je dois malheureusement ajouter une petite observation. Pendant tout le temps où le député était chargé de l'environnement, il s'est contenté d'édicter un règlement qui est entré en vigueur trois ans après sa publication dans la gazette du Canada. Cela n'a pas fait grand-chose pour améliorer l'environnement. C'est regrettable pour tout le monde.

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, je félicite mon collègue le député de Davenport (M. Caccia) de saisir la Chambre de cette question. J'ai écouté avec intérêt le secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement (M. Gurbin) faire rapport des mesures que prend le gouvernement pour lutter contre les produits chimiques et les déchets toxiques.

Je suis l'un des nombreux parlementaires qui sont fiers d'Environnement Canada et en particulier de la compétence et des remarquables aptitudes de ses fonctionnaires. Nous sommes fiers de leur contribution et de leur franchise. Un grand nombre des scientifiques et des autres employés d'Environnement Canada disent les choses comme elles sont. Je tiens à les en féliciter. Le secrétaire parlementaire a semé la confusion dans mon esprit par certains de ses propos. Il a exposé toutes les magnifiques mesures que prend le gouvernement pour répondre aux inquiétudes que soulèvent les problèmes de plus en plus urgents des produits chimiques toxiques et des déchets toxiques.

J'ai ici l'état préparé par Environnement Canada sur les progrès que fait le Canada dans ses programmes sur l'environnement. Cet état a été publié il y a quelques jours seulement. Il répartit les diverses questions environnementales comme la pluie acide, les déchets toxiques, la qualité de l'eau, la faune, la conservation des forêts. Je précise que c'est l'évaluation d'Environnement Canada sur la situation dans certains domaines.

Après avoir entendu le secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, je reste perplexe devant ce rapport dans lequel Environnement Canada note «E», pour échec, l'action du Canada contre les déchets toxiques. Il dit que les mesures d'élimination laissent à désirer et qu'une action—non des études—s'impose de toute urgence pour déterminer les risques pour la santé, définir des normes et appliquer des mesures de contrôle. Les déchets toxiques apparaissent comme notre principal problème environnemental. Environnement Canada donne la cote «F» à son gouvernement pour ce qu'il a accompli et ce qu'il fait à l'heure actuelle.

**M. McDermid:** Cela vise aussi l'ancien ministre.

**M. Riis:** C'est daté de mai 1986. Nous parlons peut-être d'anciens gouvernements, mais nous parlons sans aucun doute du gouvernement actuel qui est en place depuis près de deux ans. Il devrait s'occuper de présenter toutes sortes de mesures. On peut se demander quel genre d'initiatives nous pouvons prendre. Je voudrais en citer quelques-unes que mon collègue, le député de Winnipeg—Birds Hill (M. Blaikie) a exposées

maintes fois à la Chambre et dans des lettres au ministre de l'Environnement. Il a proposé, par exemple, que nous adoptions la Loi canadienne sur la sécurité de l'eau potable. Nous avons de l'eau potable en quantité. Pourquoi ne pas adopter une loi qui assure la mise sur pied de mesures de prévention? Cela comporterait la modernisation des usines de traitement des eaux usées.

J'ai été pendant de nombreuses années échevin de la ville de Kamloops. Je me souviens d'avoir sollicité des fonds fédéraux par l'entremise de la SCHL afin de contribuer à construire des usines de traitement des eaux usées qui aident à améliorer la qualité de l'eau potable. Je me rappelle que le gouvernement fédéral avait libéré littéralement des centaines de millions de dollars pour aider les municipalités à construire ce genre d'infrastructure. Il n'y a plus de fonds pour aider les municipalités canadiennes en difficultés à améliorer leurs installations de traitement de l'eau.

**M. Caccia:** Vous entendez, Gurbin?

**M. Riis:** Le député de Winnipeg—Birds Hill a proposé que l'on adopte une déclaration des droits environnementaux. Je crois que les Canadiens doivent bénéficier de certains droits en ce qui a trait à la qualité de l'environnement. On commence à vivre un cauchemar au Canada avec les produits toxiques par suite de l'inertie du gouvernement devant l'accumulation catastrophique de produits et de déchets toxiques.

Mon ami, le député de Winnipeg—Birds Hill, a proposé que l'on donne suite aux recommandations de la Commission de réforme du droit concernant l'imposition de peines plus sévères aux pollueurs. Il propose que l'on apporte au plus vite des modifications sévères à la Loi sur les contaminants de l'environnement. Il propose la création d'une supercasse pour l'enlèvement total et la destruction des déchets toxiques qui sont stockés dans des dépotoirs au Canada. Remarquez qu'il s'agit d'un «enlèvement total» et non, comme le ministre le laisse entendre, d'un lent écoulement au fil des années d'un certain nombre de produits chimiques toxiques.

Le député propose en outre que le gouvernement accroisse sa contribution à la recherche en toxicologie et rétablisse entièrement des programmes comme le Programme de recherche sur les oeufs du goéland doré et le Centre de recherches en toxicologie de Guelph, qui ont été supprimés il y a un an. Il propose aussi que le gouvernement finance davantage la modernisation des usines municipales de purification de l'eau potable ainsi, évidemment, que des usines de traitement des eaux usées.

Ce sont des suggestions positives des députés de l'Opposition. Ce sont des mesures que le gouvernement pourrait prendre. Qu'a-t-il fait? A la limite de ma circonscription, à Lone Butte, en Colombie-Britannique, les industries Bradbury ont l'intention de construire une usine qui produira du pentachlorophenol et du tetrachlorophenol, aussi connus sous le nom de PCP et de TTCP, et qui contiennent tous les deux des dioxynes. L'usine de la Bradbury menacerait gravement la santé de la population locale et des usagers éventuels de ces produits chimiques.